

débat dans notre pays, et cela jusqu'au moindre détail en ce qui regarde nos propres affaires dans ce vaste domaine.

Toutefois, cette déclaration n'a pas été la seule du genre. Le 19 avril, le sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires extérieures, parlant à l'Université du Maine, a formulé quelques-unes de ces mêmes idées et a fait montre de cette susceptibilité grandissante à propos de ce qu'on dit ou ne dit pas à notre sujet aux États-Unis. Dans un discours plus circonspect, comme on pouvait s'y attendre de la part d'un homme qui occupe un poste officiel, l'ambassadeur du Canada aux États-Unis, parlant le 23 avril aux États-Unis, a fait mention de ce même aspect de nos relations.

C'est le moment, monsieur l'Orateur, de veiller à ne rien négliger au pays pour régler nos divergences d'opinion au cours de discussions amicales à huis clos, la seule façon pratique de le faire. D'autre part, si de véritables problèmes surgissent dans nos relations avec les États-Unis, disons-le clairement et sans ambages à la Chambre. Pourquoi critiquer la population des États-Unis? Les membres de la Chambre sont-ils parfaitement au courant de la politique extérieure du Canada? Si tous les Canadiens connaissent la politique extérieure de notre pays, c'est le moment pour nous de critiquer, si des gens des États-Unis ne la connaissent pas. Les membres de la Chambre et surtout la moyenne des citoyens canadiens d'un littoral à l'autre, savent-ils exactement à quoi s'en tenir sur les engagements que nous avons pris aux termes du pacte de l'Atlantique-Nord? Les membres de la Chambre sont-ils au courant des engagements pris à l'égard de la défense de l'Europe? On a annoncé, il est vrai, il y a une semaine, qu'on allait recruter pour l'Europe une brigade qui pourra être prête vers la fin de l'année. Est-ce là l'engagement que nous avons pris? Y en a-t-il d'autres? Est-ce le délai au cours duquel nous avons promis de lever cette brigade? Avons-nous pris d'autres engagements que nous n'avons pas encore divulgués à la Chambre?

Il ne s'agit pas uniquement d'aspects particuliers de la politique étrangère. Il s'agit d'engagements qui se rapportent directement à la question importante qui occupe la Chambre, l'adoption de crédits. Certes, avant de nous demander si les gens des États-Unis sont assez au courant de nos affaires, assurons-nous que les Canadiens soient bien renseignés sur ces questions très importantes qui auront de telles répercussions sur notre avenir prochain.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'aime pas que les États-Unis disent que nous ne faisons pas notre part proportionnelle. Qu'est-ce à dire? Le gouvernement améri-

cain l'a-t-il fait observer au gouvernement canadien? Dans le cas de l'affirmative, qu'on nous dise les principaux points de ces observations. Sinon, que signifie ces paroles du secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Il ne songeait certes pas à des critiques formulées au hasard par des particuliers américains mal renseignés. Nous ne saurions nous attendre du secrétaire d'État américain qu'il s'occupe aussi formellement de critiques analogues formulées au hasard à propos des États-Unis par des Canadiens ou d'autres nationaux mal renseignés. Ou il y a quelque chose que nous ignorons et qui devrait nous être révélé, ou les critiques qui émanent du bureau du secrétaire d'État aux Affaires extérieures tiennent à des piques personnelles ou à d'autres motifs qui ne devraient avoir aucun rapport avec notre politique internationale.

A propos des critiques qui émanent du bureau du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, je veux mentionner la similitude d'un certain nombre de discours que j'ai déjà cités et les déclarations beaucoup plus étendues et fréquentes formulées, à la connaissance de la plupart des honorables membres de cette Chambre, par ces gens qui demeurent anonymes mais dont parle, de temps en temps, et très à propos, la presse du pays.

Il y a eu une tendance à critiquer avec suffisance les discussions et les débats qui ont lieu actuellement aux États-Unis, et à prétendre que nous ne nous rendrions pas coupables d'une conduite de ce genre, ou de ce que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a appelé de la diplomatie de vaudeville. On dit qu'une grande partie des renseignements qui viennent de Washington, en ce moment, vont beaucoup aider et satisfaire les hommes du Kremlin. Ces critiques s'expriment non seulement au Canada, mais aux États-Unis et dans d'autres pays. Je doute fort, monsieur l'Orateur, que l'un quelconque des renseignements qui émanent de Washington, après la censure des discussions qui ont lieu à huis clos, révèle véritablement quoi que ce soit qui n'ait déjà été su au Kremlin avant que ces réunions aient commencé.

On peut avoir créé au Kremlin une impression qui aura un bon effet. Malgré leurs défauts et la tendance de certains à amplifier de prétendues erreurs en vue de s'en faire du capital politique, malgré l'embarras qu'ils peuvent parfois attirer aux officiers supérieurs et aux fonctionnaires du gouvernement, les puissants rouages démocratiques dans la plus importante démocratie de l'univers revèlent aux dirigeants de la Russie que des hommes et des femmes libres ne craignent pas la liberté de parole.